

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

NOUVELLES POLITIQUES  
NATIONALES ET ÉTRANGÈRES.Du MERCREDI 27 Mars 1793, l'an 2<sup>e</sup>. de la République.

Les Souscripteurs de l'ancienne *Gazette Universelle*, dont l'abonnement commençoit au 1<sup>er</sup>. Février 1792 pour un an, & au 1<sup>er</sup>. Août dernier pour six mois, continueront de recevoir cette Feuille jusqu'au 5 Avril prochain. Il leur sera expédié incessamment, ainsi qu'à ceux dont l'abonnement finissoit les 1<sup>er</sup>. Décembre & Janvier derniers, le précis de tous les évènements qui se sont passés en Europe, depuis le 10 Août jusqu'au 15 Novembre suivant. — Les Souscripteurs des *Nouvelles Politiques*, du 1<sup>er</sup>. Janvier, pour trois mois, sont prévenus que leur abonnement expirera le premier Avril prochain. — Les uns & les autres sont invités à renouveler au plutôt, s'ils ne veulent point essuyer d'interruption.

Le Bureau des *Nouvelles politiques*, &c., Feuille qui paroît tous les jours, est rue Neuve-des-Petits-Champs, près celle de Richelieu, n<sup>o</sup>. 134. Le prix de l'abonnement est de 36 liv. par an, 18 liv. pour six mois, & 10 liv. pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être adressées au citoyen FONTAILLE, Directeur du Bureau, & non à d'autres. L'abonnement doit commencer le 1<sup>er</sup>. d'un mois, & on ne reçoit point de billets de Caisses particulières, ni les lettres non-affranchies.

## ALLEMAGNE.

Extrait d'une lettre particuliers de Hambourg, du 15 mars.

Nous recevons aujourd'hui la nouvelle que la ville de Dantzick a été bloquée le 8 mars par les troupes prussiennes. Le magistrat a envoyé une députation au général prussien de Raumer qui se trouvoit à Schmidt, pour savoir ce qu'il desiroit. Le général a demandé la reddition de la ville, de son territoire & de toutes les fortifications; il n'a accordé aux Dantzickois que vingt-quatre heures pour avoir une réponse cathégorique.

De Francfort, le 16 mars.

Tous les François qui étoient à Spa & dans les environs en sont sortis dans la nuit du 5. Le prince Frédéric de Brunswick a passé la Meuse avec son armée, pour aller couper la retraite aux François au-dessus de Bréda. Dix mille Prussiens sont entrés à Bois-le-Duc. Le général Beau lieu, de son côté, a pris le chemin au-dessus de Namur, pour aller couper la retraite des François vers Valenciennes. Quant au prince de Saxe-Cobourg, il marche vers Bruxelles, avec le grand corps d'armée autrichienne. On cherche donc ainsi à environner les François de toutes parts. Il étoit tems que les armées s'approchassent pour faire lever le siege de Maëstricht; on avoit jetté dans cette ville plus de huit mille bombes, qui avoient causé de grands désastres.

Les Autrichiens, à leur arrivée à Liege, n'ont trouvé personne dans les rues; les François avoient laissé dans la citadelle 80 canons. La plus grande partie des citoyens de cette ville a pris la fuite avec tous les magistrats.

Le prince de Saxe-Cobourg a imposé sur cette ville une taxe de 600 mille florins; indépendamment de cette contribution, les bourgeois & les paylans des environs sont obligés de fournir le pain, la viande, la bière & le foin aux soldats: la ration est déterminée pour chacun. Les François avoient placé leurs chevaux dans les églises; on y a trouvé 28 chevaux morts. On est occupé à débarrasser les églises; tous les autels sont remontés. Les François paroissent abandonner Namur, pour se replier sur Valenciennes.

Les troupes saxonnnes sont en ce moment-ci aux environs

de Francfort. Tous les jours nous voyons défilér des régimens impériaux, parmi lesquels nous avons distingué le beau corps des chevaux-légers.

Le prince d'Anhalt-Zebsht, frere de l'impératrice de Russie, vient de mourir à Luxembourg, âgé de cinquante-huit ans.

## ANGLETERRE.

Suite des nouvelles de Londres, du 19 mars.

Le même jour, 15 mars, dans un comité des subides de la chambre des communes, le secrétaire de la guerre présenta le tableau des dépenses extraordinaires de l'armée. La discussion s'engagea sur la solde des troupes hanovriennes.

Il y a trois mois, dit mylord Fielding, qu'elles devoient être en activité, & les ministres sont coupables de la négligence la plus criminelle pour n'avoir pas donné de plus prompts secours à la Hollande: ils lui ont envoyé seulement une poignée d'hommes, & le moment du départ a été si mal choisi, qu'une tempête violente a donné les plus vives alarmes sur leur sûreté & sur celle du prince royal qui les commande: très-heureusement les Autrichiens & les Prussiens ont déterminé la levée du siege de Maëstricht, & ont arrêté la marche & les succès des armées françoises; mais si la Grande-Bretagne eût secouru la Hollande à tems, comme elle le devoit, elle auroit empêché la prise de Bréda, & prévenu d'autres succès qu'il étoit possible d'enlever à la France.

Mylord Fielding a conclu que les ministres devoient expliquer les motifs d'un retard aussi reprehensible. M. Maitland a appuyé cette opinion; il a rappelé que les ministres avoient considéré les François comme des ennemis depuis le 17 décembre dernier; qu'ils savoient alors que la Hollande étoit sans défense, & que jusqu'au 22 février ils n'avoient rien fait pour la secourir: au reste, les soldats qui y sont parvenus depuis, ne lui ont pas paru devoir être désignés par cette expression, *une poignée d'hommes armés*, puisqu'ils sont au nombre de 1700 hommes, des plus belles & des meilleures troupes de l'Europe, & qu'ils ont pour chef l'un des fils du roi: il a ajouté aux observations de mylord Fielding, que ce détachement eût été sacrifié sans la résistance de Maëstricht,



que les ministres ne pouvoient pas connoître alors, & que par conséquent ils sont encore blâmables sous ce nouveau point de vue.

M. Pitt a répondu : « Malgré la surprise que me causent l'objet & la forme de la discussion, je me félicite de ne trouver dans le comité aucune opposition aux dispositions faites par le gouvernement. On s'est plaint de ce que les ministres du roi avoient différé jusqu'au 22 février de prendre des mesures pour secourir la Hollande. Cette assertion est inexacte. Quoique les troupes n'aient été soldées qu'à cette époque, on avoit déjà pris des arrangemens pour les attacher au service de l'Angleterre. Je ne peux voir aucune négligence dans la conduite du gouvernement, puisque la saison & le petit nombre de troupes en tems de paix, ne l'ont pas empêché de lever & de faire partir un corps de 2 mille hommes aussi-tôt qu'il a appris l'attaque de la Hollande. Les Hollandois eux-mêmes pensent qu'ils ont reçu de vous des secours prompts, vigoureux & venus à propos : ils ont dû le juger ainsi, s'ils ont comparé les efforts que nous venons de faire pour eux, avec ceux que nous avons pu faire autrefois dans des circonstances semblables : enfin, toutes les mesures avoient été prises pour cette expédition, & si une tempête est survenue pendant la traversée, on n'en accusera point les ministres du roi qui ne pouvoient ni la prévoir ni la prévenir ».

Quoique M. Fox eût souvent témoigné le desir de soutenir vigoureusement la guerre, il n'a pu déguiser sa répugnance extrême à mettre les deniers que le pauvre accorde aux besoins de l'état, entre les mains des ministres actuels, tant ils montraient de négligence dans toutes les circonstances; il lui a paru démontré que les troupes hanovriennes au service de l'Angleterre, n'avoient pas encore agi, & qu'elles n'agiroient qu'à l'avenir.

J'écouais, a-t-il ajouté, pour savoir si l'on diroit que le détachement avoit été envoyé aussi-tôt après la déclaration de la guerre; mais non, l'expédition n'a été consommée que lorsqu'on a appris l'invasion de la Hollande. Souvent trois semaines sont un court espace de tems; mais je ne crois pas que dans aucune époque de l'histoire elles aient été plus importantes par leur bon emploi. Si nos troupes étoient arrivées plutôt, elles auroient sauvé Bréda & Gertruidenberg qui sont de la plus grande importance pour nos ennemis, & l'on ne pouvoit pas, sans une extrême ignorance, ne pas prévoir l'attaque de la Hollande.

On a dit que les Hollandois ne se plaignoient point de nous : il est possible, en effet, que leur détresse dans les moyens de défense soit telle, qu'ils n'osent pas exprimer leurs allarmes, ou même trouver une faute dans la conduite de ceux qui leur donnent des preuves d'un grand attachement.

J'ajouterai une seule considération; c'est que le chancelier de l'échiquier a soumis à vos délibérations tous les préparatifs de la guerre; ses négociations ont toujours eu un caractère d'hostilité, & ses préparatifs de guerre ont été pacifiques. Je me suis opposé de toutes mes forces à la guerre; mais aujourd'hui je desire que l'on y déploie la plus grande énergie; je regrette seulement que la conduite d'une affaire aussi importante, soit abandonnée à des hommes qui se sont toujours montrés peu propres à remplir l'attente du peuple, & peu dignes de sa confiance.

M. Pitt & M. Dundas ont successivement répliqué à M. Fox; l'un, par les observations qu'il avoit déjà faites; l'autre, par la rapidité & par les heureux effets de l'expédition des troupes hanovriennes. M. Sheridan s'est plaint aussi de la lenteur des opérations du ministère. En lui répondant, M. Berkeley a désigné M. Fox comme l'ami de Dumouriez. M. Sheridan s'est empressé de le rappeler à l'ordre;

il lui a dit qu'il s'étoit servi d'une expression très-impropre, & il lui a offert de la corriger.

Je n'ai pas désigné particulièrement M. Fox, a repris M. Berkeley, mais tous ceux qui ont sur la liberté les mêmes principes que Dumouriez. — Nommez-les, s'est écrié M. Guy, dont plusieurs membres ont appuyé la motion. — Ce sont ceux qu'on a vu s'enorgueillir de la victoire de Jemmape; événement qui a été déploré par la grande majorité de la chambre, & la plupart de nos concitoyens.

M. Fox a dit : Je n'aurois point interrompu l'honorable membre, & je me serois contenté de lui demander ailleurs l'explication des termes qu'il avoit employés; mais, en supposant qu'il voulût désigner l'ami particulier de Dumouriez, je ne vois pas comment un membre de la chambre eût été coupable, par ses liaisons avec le général d'une armée ennemie, avant la déclaration de la guerre. Dans ce sens, je ne suis point l'ami de Dumouriez, car je ne l'ai jamais vu; si M. Berkeley a eu une autre pensée, elle est extrêmement injurieuse, & elle n'a aucun fondement.

M. Berkeley a déclaré qu'il n'avoit pas eu l'intention d'offenser M. Fox. Cette explication ne satisfaisoit pas M. Guy. La chambre a terminé ce débat; &, revenant à l'objet de la discussion, elle a adopté toutes les résolutions qui lui avoient été offertes.

#### PROVINCES-UNIES.

*De la Haye, le 14 mars.*

Le procès du comte Alexandre Byland, major-général & commandant de Bréda, se poursuit avec rigueur; il a déjà été interrogé plusieurs fois sur les motifs qui lui ont fait rendre la place sans avoir perdu un seul homme, & sans que les ouvrages aient été attaqués en forme, ni même endommagés.

Williamstadt, que les François avoient d'abord voulu surprendre, & qu'ils seront bientôt obligés d'abandonner, est actuellement bien défendu; du côté de l'eau, cette ville est gardée par beaucoup de chaloupes & de vaisseaux, auxquels s'est jointe la frégate angloise *la Syrene*; de l'autre côté, c'est-à-dire, du côté de terre, elle présente une défense respectable. Treize chaloupes canonnières & plusieurs vaisseaux anglois se sont joints à la flotille qui est en station vers l'isle de Dort.

*De Bréda, le 21 mars.*

La révolution hollandoise, paroît ajournée définitivement; c'est nous maintenant, nous habitans de cette ville, qui craignons d'être sacrifiés à la vengeance stadhouderienne, si notre brave garnison française est forcée de nous abandonner à l'approche, regardée comme certaine, d'un gros corps de Prussiens venant du côté de Bois-le-Duc. Ce qui prouve cependant que telle n'est pas l'intention des généraux, c'est qu'il vient d'être donné ordre d'approvisionner pour six mois Gertruidenberg & Bréda. En conservant ces deux places essentielles, on tient toujours l'ennemi dans la peur, & l'on soutient l'espérance des patriotes.

On s'étonne ici, ou pour mieux dire, on est indigné de l'indifférence qui paroît régner dans l'emploi des forces maritimes de la France. Etoit-il donc si difficile d'envoyer quelques frégates s'emparer de l'embouchure de l'Escaut, & empêcher les Anglois d'y pénétrer? Depuis trois mois qu'on ne cesse de faire des représentations & des demandes à cet égard, quelle est donc l'intention de ceux qui s'y sont toujours montrés sourds? On ne peut pardonner qu'à l'ignorance & à l'ineptie de regarder la liberté de la Hollande comme indifférente au succès de la révolution française; mais qu'ils sont coupables ceux qui, connoissant parfaitement toute l'importance d'avoir à sa disposition ce pays, le plus



riche entrepôt de l'Europe, n'ont pas voulu profiter de l'époque où les Anglois & les Prussiens n'y étoient point encore, où les patriotes tendoient les bras à leurs libérateurs, où, sans un coup de fusil, toutes les villes leur eussent été ouvertes! De misérables manèges diplomatiques, de pitoyables motifs de ménagemens pour l'Angleterre, l'ennemie la plus perfide de la France, ont arrêté l'exécution de cet utile projet au moment où elle étoit possible & sûre. Puisse la France n'en être pas victime elle-même.

### BELGIQUE.

*De Bruxelles, le 22 mars.*

Le siège de Williamstadt est abandonné. L'on s'occupe en ce moment d'évacuer Klundert, & d'en retirer tous les magasins de vivres & de fourrages qu'on avoit commencé à y former.

Deux bâtimens françois, qui étoient en station sur l'Escaut, sous le canon de Lillo & de Liefkenshoek, viennent d'être surpris par la garnison hollandoise de Batz; qui, pendant la nuit, s'en est approchée à l'aide de quelques chaloupes armées, & les a saisis avant que les équipages aient eu le tems de se défendre.

#### *Proclamation du général Dumouriez à ses soldats.*

» Mes camarades, nous avions une victoire assurée; la droite & le centre de l'armée avoient pénétré sur les hauteurs & avoient forcé plusieurs villages dépendans par de nombreuses troupes & par beaucoup de canons, en soutenant le feu d'une artillerie formidable & le choc de la cavalerie: la gauche de l'armée avoit pareillement débuté avec beaucoup d'ardeur; mais bientôt elle est tombée dans le désordre & la frayeur; elle n'a tenu nulle part, elle a abandonné son canon, & non-seulement elle s'est mise en retraite, mais elle a découvert tout notre flanc gauche; elle a abandonné la garde des ponts, & enfin elle nous a forcés à lâcher notre proie & à exécuter une retraite. Je promets aux troupes qui composent cette partie de l'armée, de leur fournir, le plutôt possible, l'occasion de réparer cette faute. Si toute l'armée se livroit à de pareilles terreurs, je donnerois ma démission plutôt que de défendre aussi mal la cause de la liberté françoise. Soldats républicains, je desire pouvoir effacer les traces de ce désordre qui nous force à retrograder. Sa cause est dans l'indiscipline & le brigandage, dont je vous ai entendu souvent vous plaindre: il est tems qu'il cesse. En conséquence:

1°. Tout officier qui s'écartera de sa troupe en présence de l'ennemi, sera chassé & rasé, & son nom envoyé à sa municipalité;

2°. Tout officier ou soldat qui fuira en criant qu'on est trahi, qu'on est coupé, sera puni de mort;

3°. Tout officier ou soldat qui sera convaincu de vol ou de meurtre, sera jugé sur-le-champ, sans formalités, & puni de mort.

C'est avec le plus grand regret que je suis forcé de promulguer une loi sévère; mais tous les bons citoyens qui remplissent des fonctions dans l'armée, voyant que sa ruine & son déshonneur, & par suite la perte de la république, sont le résultat nécessaire de nos crimes, m'ont demandé instamment d'établir cette loi indispensable; je suis forcé d'y consentir pour le salut de la république & de nous tous ».

Au camp de Cumplich, le 20 mars 1793, l'an 2°. de la république.

### FRANCE.

*De Paris, le 27 mars.*

Bentabolé a instruit avant-hier la société des Jacobins de l'état de nos armées dans la Belgique, & des projets

de Dumouriez; & il a dit qu'il s'étoit trouvé au comité de défense générale, dans l'instant où l'on rendoit compte de la correspondance de Dumouriez. Il résulte de ses différentes lettres, qu'il a pris le parti de quitter la Belgique, dans l'impossibilité de conserver nos conquêtes dans la Hollande. Bréda & Gertruidenberg ont été abandonnés: Dumouriez dit cependant qu'il espère sauver l'artillerie & les munitions. Il annonce ensuite qu'il conservera dans la Belgique Tournay, Anvers & Namur.

Le citoyen Noël, ci-devant premier commis des affaires étrangères, envoyé successivement en Angleterre & en Hollande, a été arrêté il y a deux jours, ainsi que son secrétaire Benoit qui l'avoit suivi en Hollande. On ignore encore les motifs de cette arrestation faite par ordre de la municipalité.

#### *Aux Rédacteurs des Nouvelles Politiques.*

Je m'empresse, citoyens de vous informer que les nouvelles venues de plusieurs départemens justifient l'opinion favorable que le citoyen Villers, rapporteur du comité de commerce, a donnée à la convention du civisme & du courage des préposés des douanes, & ne laissent aucuns doutes sur la pureté des principes que les Régisseurs se sont empressés à répandre parmi tous les employés soumis à leur surveillance.

Quatre cens préposés de la seule direction de Bordeaux marchent en ce moment au secours des patriotes du département de la Vendée; c'est dans cette même direction qui, lors de l'embargo décrété par la convention, les chaloupes & les cutters armés des douanes ont arrêté 35 bâtimens hollandois, sept anglois & un russe, qui se trouvoient épars sur plus de 35 lieues de riviere.

Dans la direction de Lille, un détachement nombreux d'employés, tant à pied qu'à cheval, vient de se rendre en garnison à Hazebrouck, pour protéger le district dont la tranquillité étoit troublée; les autres font le service avec la gendarmerie nationale, & déjà ils ont arrêté plusieurs délinquans de l'armée de la Belgique, qui cherchoient à rentrer dans l'intérieur.

L'inspecteur de l'île de Rhé, à la tête d'une compagnie d'élite, s'est embarqué le 15 de ce mois pour passer aux Sables d'Olonne, qu'une armée de révoltés menace de livrer au meurtre & au pillage.

Dans le département de la Charente inférieure & dans le district de Cherbourg, les employés s'introduisent à l'exercice du canon, & font le service des batteries placées sur les côtes.

Ces différens faits prouvent que les quinze mille citoyens attachés à la régie des douanes sont non-seulement propres à empêcher les exportations & importations nuisibles aux intérêts commerciaux & industriels de la république, mais qu'accoutumés aux veilles, à la fatigue & aux dangers inséparables de leurs fonctions, ils forment encore une force nationale armée & prête à toutes réquisitions, dont on peut tirer un grand avantage.

GAUTHY.

*Ce 26 mars 1793, l'an 2°. de la république.*

### COMMUNE DE PARIS.

*Du 25 mars.*

Le conseil, après avoir entendu un rapport de la commission préposée à la surveillance de la tour du Temple, a arrêté que, mardi 26, le maire, le procureur de la commune & le commandant-général se transporteroient dans cette prison, à l'effet d'en visiter soigneusement l'intérieur & l'extérieur, pour, d'après cette vérification, proposer au conseil toutes mesures additionnelles qu'ils croiront nécessaires à la sûreté des détenus.



Chaumat a demandé la parole pour un fait dont il a jugé nécessaire d'instruire le conseil & le public. « J'ai été aujourd'hui au Temple, a-t-il dit, j'y ai vu les prisonnières, je leur ai demandé si elles avoient à se plaindre de quelqu'un, & si elles manquoient de quelque chose. Je leur ai fait ensuite toutes les questions que l'on fait d'ordinaire aux autres prisonnières; elles m'ont répondu qu'elles n'avoient qu'à se louer des égards que les commissaires du conseil avoient pour elles. Cette réponse, qui étoit parfaitement libre de leur part, puisque nos collègues de service étoient à l'écart lorsque notre conversation a eu lieu, confondra ceux qui prétendent que nous en usons envers elles en Cannibales. Quant à la demande que je leur ai faite si elles avoient besoin de quelque chose, elles m'ont répondu qu'elles n'avoient rien à désirer, sinon que le conseil voulût bien faire faire une porte de communication pour aller de l'appartement de l'une à celui de l'autre. Je leur ai promis de soumettre cette demande au conseil, en les assurant qu'il ne manquera pas d'y faire droit, s'il la jugeoit fondée, mais aussi qu'il n'hésiteroit pas à la rejeter si elle ne l'étoit pas ». Voilà tout ce que j'avois à dire, & je demande l'ordre du jour sur tout autre détail. L'ordre du jour est adopté.

La section des Gravilliers a annoncé au conseil qu'elle avoit organisé un comité de sûreté générale; elle invite les sections à adopter une semblable mesure. Le conseil a applaudi au zèle de la section des Gravilliers.

#### C O N V E N T I O N N A T I O N A L E .

(Présidence du citoyen Jean-de-Bry.)

Supplément à la séance du lundi 25 mars.

Un décret enjoint au ministre de l'intérieur de rendre compte de l'emploi des cinq millions délivrés pour la fabrication des piques.

Cambon, au nom du comité des finances, présente l'état des dépenses & recettes du mois dernier : les dépenses s'élevaient à 216 millions 913 mille 422 livres; & les avances qu'il faut rembourser au trésor public sont de 197 millions 927 mille 247 livres : les fournitures pour les armées ont nécessité cette dépense considérable; il a fallu 32 millions 72 mille livres pour les subsistances; 29 millions 833 mille pour l'habillement; 5 millions 92 mille pour les hôpitaux; 172 mille livres pour les effets de campement; 7 millions 635 mille pour l'artillerie; 2 millions 477 mille pour le génie; 30 millions 309 mille livres pour les dépenses imprévues, &c. — D'après le rapport de Cambon, la convention décrète que 197 millions 927 mille 247 livres seront tirées de la caisse à trois clefs & versées dans le trésor public.

On renvoie au comité de défense générale une lettre du département des Hautes-Pyrénées annonçant quelques mouvemens des Espagnols.

Un rapport du comité de législation sur la conduite de l'évêque du département des Ardennes, amène une discussion délicate sur les dangers d'ébranler les opinions populaires & d'aggraver la superstition par trop de sévérité : le projet du comité est ajourné, & l'évêque des Ardennes restera à Paris jusqu'à nouvel ordre.

On ajourne la discussion d'un autre projet tendant à commuer en six années de fers la peine de mort prononcée contre tous qui exposent sciemment de faux assignats dans la circulation.

Garnier déclare qu'on a découvert le fil d'une nouvelle conspiration; il demande que le comité de sûreté générale, dont la plupart des membres sont en commission, soit garni de nouveaux membres, parmi lesquels sont les citoyens Offelin, Garnier, Lecointre-Puyravaux. Un moment après, on

a instruit la convention que l'affaire dont avoit parlé Garnier appartient simplement à la police correctionnelle.

La section des Tuileries communique un arrêté par lequel elle déclare rejeter les mesures proposées dans une adresse marseilloise qui lui avoit été adressée.

Une lettre du département de Mayenne & Loire ayant appris qu'un général nommé Witenkoff alloit se mettre à la tête des troupes destinées à réprimer la rébellion, on décrète, sur la proposition d'Albitte, que le ministre s'informerait si ce Witenkoff est le même qui commandoit la division militaire de Paris, à l'époque du 10 août.

On rend un décret tendant à ensemencer les biens nationaux non-affermés. — Le nouveau comité de défense générale sera composé de vingt-cinq membres. — Des volontaires de la section du Mail, autres que ceux du contingent, défilent & prêtent serment. — On adopte plusieurs articles relatifs aux émigrés.

Séance du mardi 26 mars.

Les commissaires de la convention à Rennes, écrivent, en date du 24, que les rebelles seront infailliblement dispersés, si on se hâte d'envoyer un renfort de 4 à 5 mille hommes, avec 400 hommes environ de cavalerie : le général Labourdonnaie est arrivé; on lui a envoyé plusieurs officiers & adjudans-généraux; mais il n'a presque pas de troupes à commander.

Une lettre de Labourdonnaie, même date, confirme les faits annoncés par les commissaires : ce général dit que les troupes destinées à la garde des côtes, sont à peine suffisantes pour la garde de Belle-Île.

Lacroix, l'un des commissaires de la convention dans la Belgique, écrit de Gand, le 23 mars, une lettre conçue en ces termes :

« Citoyens, mes collègues, un accident arrivé à ma voiture m'oblige de retarder quelque tems mon retour à l'armée de la Belgique : je m'empresse de saisir cette occasion pour vous donner quelques détails, que vous pouvez regarder comme officiels, parce que je les tiens de deux commissaires nationaux. Hier soir, nos troupes ont dû se replier à la Montagne de Fer, derrière Louvain; trois fois elles ont été victorieuses, & trois fois elles ont dû céder au nombre. Nos forces sont insuffisantes; & si la convention ne se hâte de prendre de grandes mesures, j'ai le courage de lui répéter que les suites de l'échec d'Aix-la-Chapelle deviendront incalculables. Le mal n'est cependant pas irréparable; on peut rendre une seconde fois la liberté aux peuples qui nous la doivent déjà, arrêter les suites de l'échec d'Aix-la-Chapelle, & conjurer les maux qui menacent nos villes frontalières : mais il ne faut pas perdre de tems; chaque instant nous coûte des hommes, du terrain & du sang : que la république se leve toute entière, comme au mois de septembre dernier, & nous n'aurons plus rien à craindre. Hier, nos troupes ont combattu depuis sept heures du matin jusqu'à sept heures du soir, & l'on ne peut trop donner d'éloges à leur bravoure : 200 hommes se sont défendus contre un bataillon de grenadiers hongrois, & lui ont pris six hommes, un officier & deux pièces de canon. L'armée auroit tenu plus long-tems, sans la lâcheté d'un conducteur qui a répandu l'alarme. — Je vous dénonce un abus qui paroît avoir échappé à mon collègue Danton; la convention a permis aux soldats de se marier sans le consentement de leurs chefs; mais les femmes sont en si grand nombre, qu'elles consomment une grande partie de nos provisions, & occupent tous les charriots qui étoient destinés au transport des bagages ».

Toutes ces lettres sont renvoyées au comité de défense générale.

(La suite à demain.)